



## Edito

### Faire du 19 mars, une étape vers la grève générale !

**C**ette note hebdo est réalisée à partir d'articles de divers journaux, revues et autres lectures.

Son objectif est de contribuer à faire circuler l'information, à susciter réflexions et débats, indispensables dans la période présente.

Certaines idées contenues dans les résumés publiés ici peuvent refléter des positions discutables, c'est justement leur intérêt. Souhaitons qu'elles alimentent nos propres réflexions.

On est dans la merde jusque là !!!  
Pourquoi croyez vous que je sois en hauteur ??? ? ?  
Par contre vous ... !



**SARKOSURELEVE**



Qui a dit que PECRESSE ne rimait pas avec FESSE ?

**L**a crise est là, mais nous ne sommes pas sur le même bateau. Les conséquences ce n'est pas à nous de les payer, mais c'est à nous qu'il appartient de leur faire rendre gorge.

Au-delà des mesures d'urgence (voir la note fédérale), la crise doit être l'occasion à saisir pour remettre en question le capitalisme et sa logique du profit. Mettre en oeuvre une autre dynamique économique et sociale basée sur les besoins réels, la réduction des inégalités et le respect de notre environnement est un impératif.

Pour y parvenir, il est clair que des journées de mobilisation de deux mois en deux mois ne suffiront pas. Tirons les leçons des mobilisations dans les DOM-TOM, dans les universités, définissons une plate forme revendicative claire et unitaire sur la question du pouvoir d'achat, du blocage des prix, du logement, de l'emploi, des services publics..., préparons la grève générale et réfléchissons à des formes d'action nouvelles qui aillent au-delà de la manif' traditionnelle. Sur ces perspectives, l'unité est possible... ils l'ont fait.

Le 19 mars, une nouvelle journée de grèves et de manifestations est organisée à l'appel de toutes les organisations syndicales. Elle doit être une étape de préparation à la grève générale. C'est sur ces bases que l'Union syndicale Soliadires y appelle. Les retraités SUD-Rail doivent participer nombreux aux côtés des actifs à cette mobilisation.

## RETRAITÉ-E-S

### FACILITÉS DE CIRCULATION

**V**oilà maintenant un an que les fédérations syndicales demandaient à la direction SNCF la tenue d'une table ronde sur l'amélioration des facilités de circulation. Après moult reports et réponses dilatoires, la direction a fini par provoquer une Demande de Concertation Immédiate (DCI, le nouveau bidule instauré avec le service minimum pour aider au dialogue social). Lors de la rencontre, les organisations syndicales ont évoqué les difficultés liées à la mise en place du "Pass Camilion", demandé des améliorations notamment pour les retraité-e-s, revendiqué des droits nouveaux pour les personnels des CE, CCE et des filiales. La direction, en guise de réponse, n'a rien trouvé de mieux que d'expliquer la nécessité de revoir à la hausse le prix payé par les cheminot-e-s, car "l'augmentation des réservations n'a pas été répercutée depuis des années" !!

## LES VIEUX, C'EST RENTABLE..

**A**vec un taux de croissance annuel de 7,6% depuis la canicule de 2003, le secteur de la dépendance voit l'avenir en rose d'autant que cela n'est pas près de ralentir : les plus de 60 ans devraient représenter, en 2050, un tiers de la population contre 21% aujourd'hui. Conséquence, les demandes de place en maisons de retraite augmentent et les prix aussi. Les nouveaux entrants payent jusqu'à 8% de plus. Pour que les parts du gâteau soient plus grosses, la concentration s'accélère : cinq groupes possèdent plus de 50 établissements et plus de 5 000 places, et ils s'intéressent de plus en plus aux activités de prestation à domicile et vers l'internationale. Merci les vieux... continuez de vivre mais ne nous emmerdez pas !

le site internet SUD-Rail est en ligne après avoir été relooké. Ne vous en privez pas... : [www.sudrail.fr](http://www.sudrail.fr)

## Fonds de pensions, parlons-en..

Les fonds de retraite américains sont en pleine déconfiture, et cela date de bien avant la crise financière. Un trou de 1000 milliards de dollars, des Etats qui n'assurent plus, et des faillites qui s'annoncent...

A Chicago, la deuxième entreprise de transports publics aux Etats-Unis, affiche un trou de 1,5 milliards de dollars pour l'année 2007. La firme ne pourra plus payer ses retraités à partir de 2013 !

Cette situation catastrophique est généralisée aux Etats-Unis. En décembre, le Centre de recherche sur les retraites de l'Université de Boston a évalué à 2 900 milliards de dollars le passif de ces fonds, contre un actif de moins de... 2 000 milliards. Comble du cynisme, les fonds de retraite affichent des résultats comptables corrects, en vertu de normes comptables peu regardantes. Les trous mirobolants pourront ainsi n'apparaître que dans une dizaine d'années. Sauf que dans dix ans, il sera trop tard.

Qu'en pensent nos libéraux de droite qui ne jureraient que par les fonds de pensions à l'américaine, face à l'archaïsme de notre système de retraite par capitalisation ?

Et ces brillants économistes, que l'on voit à longueur d'année sur tous les plateaux TV, comme par exemple Marc Touati, Président de l'Association pour la connaissance et le dynamisme économiques et membre du club Ulysse qui déclarait : *"La France a besoin de fonds de pension, cessons de diaboliser les fonds de pension. Voici trois bonnes raisons – logiques et rationnelles – de les créer au plus vite dans l'Hexagone : compléter la retraite par répartition, financer les investissements productifs accroître l'indépendance boursière."*

Une autre analyse aujourd'hui s'impose : la répartition est le meilleur système de protection et de retraite, par contre, il faut fixer le montant des cotisations sociales patronales par rapport à la richesse réellement créée par l'entreprise.

## DROIT SYNDICAL

### Représentativité

Les nouvelles règles sur la représentativité et la négociation d'accords d'entreprises sont en vigueur depuis le 1er janvier 2009. D'elles et donc des résultats aux élections de CE vont dépendre les réponses aux questions telles que : Qui peut s'asseoir à la table des négociations ? Qui peut signer ? Qui peut s'opposer ? 10%, 30% et 50% sont des pourcentages que les militants syndicaux vont devoir connaître.

- Pour être représentatif dans la boîte, un syndicat doit obtenir 10% au minimum des suffrages exprimés.
- Pour qu'un accord soit valable, il doit être signé par un ou plusieurs syndicats représentant seul ou ensemble, 30% des suffrages exprimés.
- Pour s'opposer à l'entrée en vigueur d'un accord, il faut qu'un syndicat ou plusieurs, seul ou ensemble, aient recueilli 50% des suffrages exprimés.

### Service minimum

Jacques Kossowski et Patrick Ollier, députés UMP, ont présenté les conclusions de la mission parlementaire sur le service minimum. Ils recommandent de ne pas modifier la loi de 2007 et de se contenter de renforcer le dialogue social pour éviter les "détournements" de l'esprit du texte. Modifier la loi serait *"une erreur de méthode, une erreur de diagnostic, et une erreur politique"*. Ils jugent urgent de ne rien faire. Selon eux *"la loi a été respectée"*, a eu un *"impact positif sur le service assuré"* et son application est *"globalement satisfaisante"*. Les difficultés sont *"inhérentes aux choix opérés en 2007"*. Ils ne justifient pas utiles, comme les partisans de la ligne dure, d'instaurer un droit de réquisition, *"une option ni praticable ni souhaitable"*.

Concernant la multiplication des grèves de 59 minutes et le recours collectif au droit individuel de retrait en cas de menaces sur la sécurité des cheminots (agression, etc.), ils recommandent, pour éviter de

telles "grèves émotionnelles", de renforcer le dialogue social sur la sécurité, d'améliorer la prise en charge des agents victimes et de revaloriser le rôle des comités de sécurité (CHSCT).

Le rapport doit désormais être remis au ministre du Travail. On peut penser que, vu sa teneur, le gouvernement renoncera à modifier dans l'immédiat la loi en vigueur.

## MONDIALISATION

### Le 28 Mars, imposons nos solutions face au G20

Face à la volonté du G20 de décider au nom de tous les pays et à la place des peuples du monde entier, il est important de faire entendre et d'imposer d'autres solutions pour sortir de la crise et de les inscrire dans les dynamiques sociales déjà engagées, en France comme dans d'autres pays. En cohérence avec les mobilisations du 29 janvier et du 19 mars en France, la journée mondiale d'action organisée le 28 mars en lien avec la réunion du G20 doit nous permettre de porter ces propositions et revendications au cœur du système néolibéral.

Nous appelons la population à participer massivement aux actions qui seront organisées dans notre pays.

**Rejoignez le mouvement international de mobilisation du 28 mars 2009 !**

**A Paris, rendez-vous Place de l'Opéra à 14 h30**

**Pour des actions de rue et une manifestation**

**Associations et syndicats premiers signataires de l'appel :** Agir contre le chômage - AC!, Aitec/Ipam, AlterEkolo, Les Amis de la Terre France, Association pour l'emploi, l'information et la solidarité - APEIS, Attac France, Cedetim, Confédération générale des SCOP – CGSCOP, Confédération paysanne, CGT Finances, Convergence pour les services publics, Centre de recherche et d'information pour le développement - CRID, Fédération Artisans du Monde, Fondation Copernic, France Amérique Latine, FSU, Habitat international coalition - HIC, LDH, Marches européennes, Mémoire des luttes, Mouvement de la Paix, MRAP, No Vox, Réseau féministe Ruptures, SNESUP, SNUI, SUD PTT, Union syndicale Solidaires